

COMMUNE de STOTZHEIM
 Arrondissement de SÉLESTAT-ERSTEIN
 Canton d'OBERNAI

DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 19 juin 2025

à 20 h 00

Sous la présidence de Jean-Marie KOENIG, Maire.

Étaient présents :

Les Adjoints : Norbert RIESTER

Les Conseillers municipaux : Caroline BAUMERT, Gwenn GAUDIN, Valérie HIRTZ, Élodie HESTIN, Dominique LEHMANN, Didier METZ, Maxime METZ et Benoît SPITZ

Absents excusés : Anne DIETRICH, Raphaël EDEL, Joseph EHRHART,
 Céline MASTRONARDI

Absent non excusé : Philippe SCHMITT

Procurations : Anne DIETRICH à Norbert RIESTER
 Raphaël EDEL à Maxime METZ
 Céline MASTRONARDI à Gwenn GAUDIN

Secrétaire de séance : le conseil municipal désigne, à l'unanimité, Gwenn GAUDIN, comme secrétaire de séance.

COMMUNICATIONS

M. le Maire fait part au Conseil des réunions et événements qui ont eu lieu depuis le dernier Conseil municipal.

ADOPTION DU COMPTE RENDU DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 15 MAI 2025

Le compte rendu est adopté à l'unanimité.

N° 1

SYNDICATS MIXTES DES GARDES CHAMPÊTRES INTERCOMMUNAUX - ADHÉSION

- Entendu M. Denis WISSELMANN, Chef de Poste de Villé, présentant les services de la Brigade Verte, composée de Gardes Champêtres Intercommunaux.
- Entendu les avis des conseillers,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de reporter ce point en septembre 2025

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 2

FIXATION DU NOMBRE ET DE LA RÉPARTITION DES SIÈGES DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ DU PAYS DE BARR DANS LE CADRE D'UN ACCORD LOCAL

- Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L. 5211-6-1 ;
- Vu le décret n° 2024-1276 du 31 décembre 2024 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'Outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

- Vu l'arrêté préfectoral en date du 28 octobre 2019, fixant la composition actuelle du conseil communautaire de la communauté du Pays de Barr

Le Maire rappelle au conseil municipal que la composition de la communauté sera fixée selon les modalités prévues à l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Ainsi, la composition du conseil communautaire de la communauté du Pays de Barr pourrait être fixée, à compter du prochain renouvellement général des conseils municipaux :

- selon un accord local permettant de répartir un nombre total de sièges qui ne peut excéder de plus de 25% la somme des sièges attribués en application de la règle de la proportionnelle à la plus forte moyenne basée sur le tableau de l'article L. 5211-6-1 III et des sièges de « droits » attribués conformément au IV du même article, mais dont la répartition des sièges devra respecter les conditions cumulatives suivantes :
 - être répartis en fonction de la population municipale de chaque commune,
 - chaque commune devra disposer d'au moins un siège,
 - aucune commune ne pourra disposer de plus la moitié des sièges,
 - la part de sièges attribuée à chaque commune ne pourra s'écarter de plus de 20 % de la proportion de sa population dans la population globale des communes membres, sauf à bénéficier de l'une des deux exceptions à cette règle prévues au e) du 2° du I de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Afin de conclure un tel accord local, les communes membres de la communauté doivent approuver une composition du conseil communautaire de la communauté respectant les conditions précitées, par délibérations concordantes. De telles délibérations devront être adoptées au plus tard le 31 août 2025 par les deux tiers au moins des conseils municipaux des communes membres de la communauté, représentant la moitié de la population totale de la communauté ou l'inverse, cette majorité devant nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population des communes membres de la communauté.

- à défaut d'un tel accord, le Préfet fixera selon la procédure légale de droit commun à 37 sièges, le nombre de sièges du conseil communautaire de communauté, qu'il répartira conformément aux dispositions des II, III, IV et V de l'article L.5211-6-1 du CGCT.

Au plus tard au 31 octobre 2025, par arrêté préfectoral, le Préfet fixera la composition du conseil communautaire de la communauté, conformément à l'accord local qui sera conclu, ou, à défaut, conformément à la procédure légale de droit commun.

Le Maire indique au conseil municipal qu'il a été envisagé de conclure, entre les communes membres de la communauté un accord local, fixant à 46 le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté, réparti, conformément aux principes énoncés au 2° du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, de la manière suivante :

Nom des Communes membres	Populations municipales (*ordre décroissant de population)	Nombre de conseillers communautaires titulaires
BARR	7086	12
EPFIG	2239	4
DAMBACH-LA-VILLE	2186	4
ANDLAU	1759	3
VALFF	1354	3
GERTWILLER	1281	2
STOTZHEIM	1105	2
HEILIGENSTEIN	927	2
GOXWILLER	835	2
ZELLWILLER	808	2
BOURGHEIM	643	1
SAINT-PIERRE	612	1
MITTELBERGHEIM	599	1
LE HOHWALD	512	1
EICHHOFFEN	501	1
NOTHALTEN	424	1

BLIENSCHWILLER	305	1
REICHSFELD	289	1
ITTERSWILLER	218	1
BERNARDVILLE	199	1
TOTAL	23882	46

Total des sièges répartis : 46

Il est donc demandé au conseil municipal de bien vouloir, compte tenu de l'ensemble de ces éléments, fixer, en application du I de l'article L. 5211-6-1 du CGCT, le nombre et la répartition des sièges du conseil communautaire de la communauté de du Pays de Barr.

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de fixer, à 46, le nombre de sièges du conseil communautaire de la communauté du Pays de Barr, réparti comme suit :

Nom des Communes membres	Populations municipales (*ordre décroissant de population)	Nombre de conseillers communautaires titulaires
BARR	7086	12
EPFIG	2239	4
DAMBACH-LA-VILLE	2186	4
ANDLAU	1759	3
VALFF	1354	3
GERTWILLER	1281	2
STOTZHEIM	1105	2
HEILIGENSTEIN	927	2
GOXWILLER	835	2
ZELLWILLER	808	2
BOURGHEIM	643	1
SAINT-PIERRE	612	1
MITTELBERGHEIM	599	1
LE HOHWALD	512	1
EICHHOFFEN	501	1
NOTHALTEN	424	1
BLIENSCHWILLER	305	1
REICHSFELD	289	1
ITTERSWILLER	218	1
BERNARDVILLE	199	1
TOTAL	23882	46

- AUTORISE M. le Maire à accomplir tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 3

ACCEPTATION D'UN REMBOURSEMENT DE SINISTRE

- Vu la déclaration de sinistre du 24 mars 2025 concernant la vitre de la porte fissurée au presbytère,
- Vu la facture acquittée de la menuiserie Jehl et Fils d'un montant TTC de 396 €,
- Vu la proposition de dédommagement d'un montant de 331,04 € TTC, par Groupama Grand Est,
- Considérant que ni les dépenses ni les recettes induites par cet accident n'ont été prévues au budget primitif 2025,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- ACCEPTE pour solde de tout compte la somme de 331,04 € versée par Groupama Grand Est, pour le sinistre du bris de glace au presbytère.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

TRAVAUX PARVIS ÉGLISE, MONUMENT AUX MORTS ET CIMETIÈRE

- Vu la délibération du 5 décembre 2024, en point divers, par laquelle les membres prenaient acte du devis reçu d'ALSAVERT pour les travaux d'aménagements en béton désactivé au cimetière et à l'église, devis d'un montant HT de 20 730,83 €, présenté par M. RIESTER, Adjoint et décidaient que le projet serait inscrit au Budget Primitif 2025,
- Entendu M. RIESTER, Adjoint, qui présente les devis reçus pour les travaux d'aménagement du parvis de l'église, du monument aux morts et au cimetière,
- Vu les devis reçus,
- Vu le Budget Primitif 2025,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'effectuer les travaux d'aménagement en béton désactivé au cimetière, au parvis de l'église et au monument aux morts,
- DÉCIDE de retenir l'offre établie par l'entreprise ALSAVERT, sise 67310 BERGBIETEN, pour un montant HT de 20 730,43 €,
- HABILITE le Maire à engager toute démarche et signer tout document destiné à l'application de la présente délibération.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 5

MODIFICATION BUDGÉTAIRE N°4

- Entendu M. le Maire qui informe les membres du Conseil de l'information reçue de la trésorerie de Sélestat concernant la nécessité de prévoir au Budget Primitif 2025 des provisions sur créances. Il s'agit de provisionner les créances non recouvrées sur les 2 précédentes années. Le montant à prévoir au Budget (en dépenses et en recettes) doit correspondre au minimum à 15 % de la somme totale.
- Considérant que l'information a été reçue après le vote du Budget Primitif 2025 par délibération du Conseil municipal en date du 6 février 2025,
- Vu le Budget Primitif 2025,
- Considérant qu'une modification budgétaire est nécessaire pour pouvoir inscrire les crédits nécessaires au Budget Primitif 2025, pour constituer une provision pour créances douteuses et inscrire le montant annuel du risque encouru,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de modifier comme suit le Budget Primitif 2025 :

Dépenses de fonctionnement :

- Article 6817– chapitre 68 : + 37,00 €

Recettes de fonctionnement :

- Article 7817 – chapitre 78 : + 37,00 €

- HABILITE le Maire à signer tous les documents relatifs aux décisions prises.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 6

LIMITATION DE VITESSE EN AGGLOMÉRATION

- Vu les aménagements en matière de circulation et stationnement effectués par la Commune,
- Considérant que la Commune compte plusieurs zones 30 km/h :
 - Route Romaine aux abords de l'école,
 - Quartier Central aux abords de l'école,

- Considérant le projet d'arrêté pour la mise en place d'une zone 30 km/h au Haut-Village et une partie rue de Benfeld et le projet d'arrêté pour l'interdiction de stationnement hors cases rue de Benfeld, Haut-Village et Impasse des Jardins, suite aux aménagements réalisés,
- Entendu M. le Maire qui demande l'avis des conseillers pour généraliser la limitation de vitesse sur l'ensemble de la Commune afin d'améliorer la sécurité, le cadre de vie et développer le mode de déplacement plus doux. Cette généralisation permettrait également de favoriser une lisibilité de la vitesse limitée, réduirait les aménagements ponctuels plus coûteux, favoriserait le partage de l'espace public et l'environnement,
- Vu le décret n°2015-808 du 2 juillet 2015 relatif au plan d'action pour les mobilités actives et au stationnement,
- Vu le décret n°90-1060 du 29 novembre 1990 modifiant certaines dispositions du Code de la Route,
- Vu l'article L.2213-1-1 du Code Général des Collectivités Locales, article 47 de la loi de transition énergétique,
- Vu le Code de la Route, articles R.110-2 et R.411-4,
- Entendu les avis des conseillers,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE de limiter la vitesse à 40 km/h sur tout le village de Stotzheim,
- AUTORISE le Maire de prendre l'arrêté relatif à l'instauration de cette limitation de vitesse,
- HABILITE le Maire à engager toute démarche et signer tout document destiné à l'application de la présente délibération.

*ADOPTÉ À LA MAJORITÉ DES VOIX
6 voix pour – 5 voix contre – 2 abstentions*

N° 7

DEMANDE DE NUMÉROTATION

- Vu le courriel reçu du service technique de l'entreprise BOULLE demandant l'attribution de numéros de voirie suite au permis de construire PC06748122R0012 et permis de construire modificatif PC 06748122R002M1 accordés, pour la construction de 4 bâtiments collectifs, rue Binnweg,
- Vu la situation des propriétés et la numérotation alentour,
- Considérant que la numérotation des maisons constitue une mesure de Police Générale que le Maire peut prescrire en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'article L. 131-2 du Code des Communes,

le Conseil municipal, après en avoir délibéré,

- DÉCIDE d'attribuer la numérotation suivante, parcelles cadastrées section 45 n°393, 395, 397 et 399 :
Bâtiment A, 7 logements : 21 A rue Binnweg
Bâtiment B, 8 logements : 21 B rue Binnweg
Bâtiment C, 8 logements : 21 C rue Binnweg
Bâtiment D, 7 logements : 21 D rue Binnweg.
- DIT que la nouvelle numérotation prendra effet à la date de la présente délibération,
- CHARGE le Maire de commander les plaques de numéro de voirie,
- CHARGE le Maire d'informer les différentes administrations de ce changement.

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

N° 8

DIVERS ET COMMUNICATION

8.1. Informations sur les DIA

M. le Maire informe les membres du Conseil de la Déclaration d'Intention d'Aliéner transmise à la Communauté des Communes du Pays de Barr :

- DIA reçue par Me BIEGEL, notaire à LA WANTZENAU dans le cadre de la vente d'un immeuble non bâti, cadastré section 1 parcelle 137/41 de 0,63 ares, sis 4 rue des Prunes, appartenant à la Commune de Stotzheim.

8.2. Compte rendu des Commissions Communales

Commissions Réunies : les membres se sont réunis le 3 juin 2025 à 20 h 00 concernant les écoles et le périscolaire.

8.3. Ouverture d'une classe de primaire

Suite au compte rendu des commissions réunies, le sujet de l'ouverture d'une classe primaire est soumis à l'avis des conseillers. M. le Maire informe les membres que la décision d'ouvrir une classe de primaire devra être votée par le Conseil mais que l'accord de l'Inspecteur de l'Éducation Nationale sur l'ouverture de la classe doit être reçu préalablement pour que le Conseil municipal puisse délibérer à ce sujet. De plus, la Commune doit étudier le local à mettre à disposition pour la classe supplémentaire à ouvrir. Lors de la réunion des Commissions Réunies, il a été proposé de déménager la bibliothèque municipale au presbytère pour mettre la salle sous préau à disposition. Cette décision nécessiterait l'accord préalable du Conseil de Fabrique mais également une réunion avec la responsable et les bénévoles de la bibliothèque sur le changement éventuel à intervenir. Il fait également part au Conseil des effectifs prévisionnels pour les années à venir et alerte de la possibilité de la fermeture de la classe pour les années scolaires suivantes. M. le Maire demande aux membres de se prononcer à ce sujet afin d'engager les accords et avis nécessaires à l'ouverture d'une classe primaire pour l'année scolaire 2025/2026. Après discussions, les membres décident d'attendre d'avoir les informations nécessaires à ce sujet.

8.4. Périscolaire

Dans la continuité du point précédent concernant l'ouverture d'une classe de primaire et de la réunion des Commissions Réunies du 3 juin dernier, le sujet concernant les effectifs du périscolaire est soumis aux conseillers. Lors de la réunion des Commissions Réunies, il avait été demandé de confirmer auprès de la Communauté des Communes du Pays de Barr qu'une solution proposée en décembre pourrait être incluse dans la prochaine DSP. Cette confirmation a été reçue. M. le Maire avait également présenté un premier devis pour l'installation d'algécos, solution à étudier. D'autres solutions avaient également été soumises pour proposer des locaux. La mise en place d'algécos, outre les frais de location, implique des coûts non négligeables et notamment le raccord à l'électricité, eau et assainissement nécessaire à la mise en place des algécos. En cas de volonté de mettre en place les algécos, un point devra être fait avec la Communauté des Communes du Pays de Barr sur leur participation à ces frais. De plus, d'autres devis devront être sollicités pour que le Conseil municipal puisse délibérer à ce sujet. M. le Maire donne lecture au Conseil du courrier reçu de plusieurs administrés concernant le problème de périscolaire de Stotzheim. Actuellement 17 enfants sont sans solution de garde et demandent des solutions à la Commune. Après discussions, les membres chargent le Maire d'envoyer un courriel à la Communauté des Communes du Pays de Barr pour les informer que la Commune pourrait mettre en place un algéco pour pouvoir accueillir les 17 enfants actuellement sans solution de garde et demander des solutions pour la gestion vu la taille de la Commune et que la Commune n'a pas la compétence dans ce domaine. De plus, comme stipulé dans le courrier reçu, les parents n'ont eu aucune réponse comme indiqué dans le courriel transmis par M. Furstoss Adjoint au pôle enfance et jeunesse en charge des périscolaires de l'AGF du Bas-Rhin. Le Conseil municipal demande que ce courriel soit transmis rapidement afin de pouvoir répondre au courrier reçu avant le 30 juin prochain. M. le Maire informe qu'il sollicitera la Sous-Préfecture de Sélestat Erstein concernant la DSP et les compétences intercommunales en matière de périscolaire.

8.5. Avenant convention de partenariat « Espace sans tabac »

Par délibération du 6 décembre 2018, le Conseil municipal avait accepté de conclure la convention de partenariat « Espace sans tabac » pour l'aire de jeux. Suite au réaménagement de la zone de loisirs et au décret à paraître, M. le Maire propose d'étendre la convention pour la nouvelle zone de loisirs mais également aux abords des écoles. Deux panneaux en format A2 ont été commandés pour la zone de loisirs et deux panneaux en format A3 seront commandés pour les abords des écoles. Les panneaux à commander sont gratuits pour la Commune et pris en charge par le Comité de la Ligue Nationale contre le cancer. Pour se faire, un avenant devra être signé. M. le Maire présente le projet d'avenant ainsi que le projet d'arrêté. Après discussions, le Conseil municipal accepte, à l'unanimité, l'avenant

du partenariat, autorise le Maire à signer l'avenant de la convention et charge le Maire de prendre l'arrêté municipal nécessaire.

8.6. Changement de fenêtres au bâtiment sis 32 route Romaine

Par délibération du 20 juin 2024 le Conseil municipal avait décidé de solliciter des devis pour le changement des fenêtres en PVC, autorisé le Maire à déposer une déclaration préalable pour ces travaux et chargé le Maire de solliciter les subventions pour ces travaux. La déclaration préalable déposée a cependant été refusée suite à l'avis défavorable des ABF sur les fenêtres en PVC. Des devis ont donc été sollicités en novembre 2024 pour des fenêtres en bois. M. le Maire présente les devis reçus. De plus, M. le Maire informe qu'il sera possible de solliciter une subvention auprès de la CEA d'un montant de 10 000 €. Il informe également les membres se renseigner pour l'obtention d'une prime énergie. M. le Maire présente également une situation sommaire des dépenses et recettes d'investissement et fonctionnement à intervenir sur le mois de juin notamment. Une réunion de la Commission Finances sera organisée pour faire le point en milieu d'années de l'exécution du Budget Primitif pour le 1^{er} semestre et l'exécution du Budget Primitif sur le semestre à venir au vu des engagements pris, des subventions notifiées et des dépenses et recettes courantes en fonctionnement. M. le Maire demande l'avis des conseillers pour la décision d'effectuer les travaux avant de déposer une nouvelle demande d'urbanisme et solliciter les subventions pour ces travaux. Le Conseil devra délibérer au prochain Conseil pour décider d'effectuer les travaux et le choix du prestataire. Dans ce cas, les devis présentés devront être actualisés. Après discussions, le Conseil municipal décide de reporter ce point.

8.7. Lots de bois invendus

M. le Maire présente aux membres la liste du bois invendus suite à l'adjudication du 5 mai dernier. Il informe les membres qu'une nouvelle coupe de bois de chauffage est prévue. Le nombre de lots invendus étant conséquent, il demande l'avis des conseillers sur la baisse du prix du stère. Lors de la vente de bois, le prix du stère retenu était de 15 €. M. le Maire informe avoir eu des propositions d'achat à un prix inférieur et notamment 10 € le stère. Il propose aux membres une baisse de prix équivalent à 20 %, soit 12 € le stère. Il propose également d'informer par courrier tous les particuliers concernés par les dernières ventes de bois de cette baisse. Le bulletin municipal est également en cours et sera distribué fin du mois de juin et l'information y sera insérée. Une publication via les panneaux et réseaux sera également effectuée. Après discussions, le Conseil municipal décide, à l'unanimité ou la majorité des voix, de baisser le prix du stère des lots invendus à 12 € le stère et décide d'effectuer la publication comme mentionnée ci-dessous. Il est également décidé d'envoyer un courrier aux acheteurs.

8.8. Demande d'emplacement « DREYBOX »

M. le Maire présente aux membres la demande reçue de la boucherie Dreyfuss demandant la mise en place d'un distributeur automatique proposant des plats du jour cuisinés, des plateaux apéritifs, des colis ainsi que leurs produits primés. Plusieurs communes alentour ont déjà mis en place ce distributeur. Il a été proposé de leur mettre à disposition l'ancienne maison des pompiers dans le Bas-Village. Après discussions, le Conseil municipal donne son accord mais charge le Maire d'informer que la Commune n'a pas de local à mettre à disposition. Tous les frais seront à la charge du demandeur.

8.9. Demande d'utilisation du tracteur Allgaier Fête des moissons

M. le Maire fait part au conseil de la demande reçue de l'Association Moissons et Métiers d'Antan, pour l'utilisation du tracteur ALLGAIER, comme chaque année pour la fête des moissons. Le tracteur est assuré à l'année et la carte grise a été refaite. Le conseil donne son accord et charge le Maire d'informer l'assureur de la mise à disposition du tracteur à l'association.

8.10. Rapports et compte rendus d'activités 2024

M. le Maire présente aux membres les documents suivants :

- Compte rendu d'activité de concession 2024 Enedis / Edf,
- Rapports annuels 2024 du SDEA (eau potable et assainissement),

Le Conseil prend acte du compte rendu d'activités et rapports annuels 2024 présentés.

Divers :

- M. le Maire informe les membres de la demande reçue du Président de l'Étoile Sportive de Stotzheim concernant la hauteur de la borne escamotable prévue au terrain de football, dans le cadre des travaux anti-intrusion décidés. M. le Maire informe pris contact avec l'entreprise ayant effectuée à Molsheim pour les dimensions. Il informe les membres avoir pris rendez-vous avec l'entreprise Vogel, entreprise retenue pour les travaux à effectuer pour modifier les travaux prévus.
- M. le Maire présente la demande reçue de l'Association Moissons et Métiers d'Antan concernant le terrain au Waldele actuellement loué en bail à ferme à M. Schultz Dominique. Il informe les membres qu'une délibération sera nécessaire après réception de la résiliation de bail de M. Schultz. Dans ce cas, il serait possible de mettre le terrain à l'association par la mise en place de convention de mise à disposition gratuite contre entretien par l'association. Après discussions, le Conseil municipal donne un accord préalable sous réserve de la résiliation du locataire actuel et souhaite travailler sur le projet de convention à venir pour ce terrain.
- M. le Maire fait le compte rendu de la réunion concernant le PPRI des bassins versants Ehn-Andlau-Scheer et présente le compte rendu concernant la présentation de l'aléa de débordement des cours d'eau de l'Ehn, l'Andlau et la Scheer sur la Commune de Stotzheim ainsi que les plans. Les membres prennent acte.
- M. le Maire présente aux membres le devis établi par le géomètre ELLIGEO pour la division parcellaire de l'acquisition des terrains rue Binnweg suite aux signatures que M. le Maire a récolté. Il informe cependant de ne pas avoir obtenu toutes les signatures et propose de présenter au prochain conseil l'acquisition des parcelles dont il a eu la signature. Après discussions, les membres décident de mettre ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil afin d'acquérir les terrains des propriétaires ayant donné leur accord.
- M. le Maire présente aux membres le courriel reçu de Mme le Maire d'Ortenberg concernant la manifestation du 9 juillet prochain dans le cadre du 60^{ème} anniversaire du Jumelage. Mme Valérie HIRTZ, membre du Conseil, fait part aux membres de la réponse apportée à ce sujet.
- Dans le cadre du jumelage, il est proposé de prévoir un bus pour les habitants de Stotzheim souhaitant participer à la fête patronale à Ortenberg le 21 septembre 2025. Le Conseil décide de prendre en charge le transport. Un article paraîtra dans le prochain bulletin afin d'informer les administrés. Un minimum de 40 personnes sera requis.
- M. le Maire présente aux membres la demande reçue de la Communauté des Communes du Pays de Barr pour l'installation de panneaux d'affichage près du portail, destiné à la communication Enfance Jeunesse de la Communauté des Communes. Il informe les membres que cet achat serait à la charge de la Commune et qu'un groupement de commandes sera effectué par la Communauté des Communes. Les membres donnent leur accord.

La séance est levée à 0 h 00

***Délibération certifiée exécutoire compte tenu
de sa télétransmission le 7 juillet 2025***

Extrait certifié conforme,

Le Maire

Le secrétaire de séance



[Handwritten signature]